

L'actualité politique...

EN BREF

D'un scooter à l'autre.

Celui du fils de SARKOZY a fait la UNE de tous nos journaux en voulant « prouver » au passage l'extrême qualité de notre police. Il n'en fallait pas moins pour que celui du descendant de F. HOLLANDE bouleverse lui aussi notre petite vie tranquille. Vous rendez-vous compte, nous vivons dans une société dominée par des vols de mobylettes. Une campagne électorale intéressante, ne trouvez-vous pas ?

« Y a plus qu'à »

La Mutualité était jusqu'à présent plutôt un lieu « réservé » aux héritiers de BLUM et de JAURÈS, qu'importe pour Nicolas SARKOZY. Tel un général devant ces troupes, il marche sur les plates-bandes de la gauche et tient meeting dans ce lieu mythique pour donner à ces comités de soutien « l'ordre de mission » pour entrer en campagne. Septiques, les derniers chiraquiens se sont résignés... Y a plus qu'à... lâchaient-ils...

Ressemblances

À en croire les propositions de François BAYROU sur les questions sociales, il ne devrait pas y avoir de grandes difficultés pour lui à rejoindre Nicolas SARKOZY en cas de victoire de ce dernier à l'élection présidentielle. Pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, le candidat de l'UDF propose de « libérer les heures supplémentaires » contre une prime de 35 % du salaire calculée sur on ne sait quoi. L'idée ne trouvez-vous pas a un air de déjà vu...



Mauvaise digestion

Lionel JOSPIN doit avoir du mal à digérer une autre candidature socialiste que la sienne à l'élection présidentielle. Ses absences sont de plus en plus remarquées dans la campagne de Ségolène ROYAL et ses propos de plus en plus significatifs « d'un malaise profond ». « J'interviendrai de façon positive et à ma façon » a-t-il lancé avant de conclure « Honnêtement, c'est le mieux que je puisse faire »...

Danger

Essayant de surfer sur la « misère et l'insécurité », l'héritier des ciments Lafarge d'autre part milliardaire, n'en finit pas de promettre l'enfer pour les libertés et les acquis sociaux et le paradis pour ses amis argentés. C'est ainsi qu'au nom de la « préférence nationale » il propose entre autres, de travailler plus et au-delà de 65 ans, de baisser l'ISF et l'impôt sur les sociétés, de priver les fonctionnaires de politique. Un programme ultralibéral qui ressemble tout de même beaucoup à celui du petit prince de la place Beauvau.

Légèrement rosi

Tout le monde attendait un peu plus de combativité avec des propositions concrètes de la candidate socialiste lors de sa grande messe à Villepinte. C'est fait, 100 propositions touchant au quotidien des Français sans pour cela, à aucun moment parler des moyens nécessaires pour les financer. La clé USB transmise par Dominique STRAUSS-KHAN ne serait-elle dans les faits qu'une illusion médiatique. Affaire à suivre.

Point de vue

par Roselyne PERCEVAULT



La mobilisation réussie des agents du service public, le mouvement des salariés d'Airbus contre le projet de « restructuration », les luttes des cheminots... tous ces exemples montrent que les revendications sociales font irruption dans la campagne électorale. A l'évidence, cela contrarie les quelques candidats triés sur le volet qui s'expriment à longueur d'émissions télévisées. Car, pour certains, il faudrait accepter que le débat soit confisqué par quelques ténors politiques et quelques experts bien choisis. Las, la réalité est toute autre et c'est heureux. Les salariés sont dans l'action parce qu'ils n'entendent pas faire la trêve, le temps d'une campagne électorale ! Ils et elles sont dans l'action parce qu'au quotidien, les mauvais coups continuent à tomber et parce qu'en fait, ils et elles ont bien conscience qu'ils ont tout intérêt à bousculer la mise en scène présidentielle actuellement en cours.

Pendant ce temps, SARKOZY étale sa suffisance lors d'un grand oral télévisé, s'appuyant sur la mal vie des petites gens pour justifier l'injustifiable en opposant les salariés entre eux, pour mieux exonérer de toute responsabilité les puissances de l'argent. ROYAL, BAYROU et LE PEN s'apprennent aux mêmes shows télévisuels. Je regarde avec attention la candidate du monde du travail, celle des jeunes et des femmes qui, au quotidien, doivent se battre pour vivre dignement. Je regarde Marie George BUFFET s'adressant à ces hommes et à ces femmes, car elle est porteuse d'un vrai programme de transformation sociale. 10 % des Français vivent avec 845 euros par mois en moyenne alors qu'en dix ans, les profits sont passés du quart au tiers du Produit Intérieur Brut ! Il faut mettre fin à cette situation. La candidate des communistes s'engage à porter immédiatement le SMIC à 1 500 euros brut pour aller rapidement à 1 500 euros net, à revaloriser les minima sociaux ainsi que tous les salaires. Pour cela, il faut s'en donner les moyens en s'attaquant au mur de l'argent. Sans cela, la gauche ne pourra pas réussir. C'est ce débat qu'il faut porter dans cette campagne.

« L'urgence de répondre à l'attente sociale »

Où va la gauche ?

Alors que les derniers sondages ont tendance à donner Nicolas SARKOZY en tête du choix des Français en vue de l'élection présidentielle, Marie-George BUFFET déclarait, il y a quelques jours à Nantes : « l'état de la gauche est préoccupant face à une droite qui rassemble, qui avance un projet (...), or, ce n'est pas le cas aujourd'hui à gauche (...) Ma préoccupation c'est de battre la droite, si l'on continue comme ça, je crains que l'on y arrive pas ».

Après l'épisode de Villepinte, la situation n'a guère évoluée. Certes, la candidate socialiste a formulé une série de propositions

touchant directement au quotidien des Français mais, les 100 propositions annoncées ne proposent aucune rupture avec les politiques libérales que notre peuple subit depuis de nombreuses années. De plus, les différentes mesures annoncées, souvent timides et floues, en matière sociale, d'éducation, de recherche, d'environnement ou de logement, ne sont accompagnées d'aucune mesure fiscale permettant d'assurer leur financement concret et durable. Sur de grandes questions comme la santé, les hôpitaux ou les retraites, même



choses, des mesures qui partent plus d'un acte d'accusation de ce que nous vivons aujourd'hui plutôt que la construction de réponses aux besoins exprimés par les Français. Rien n'est avancé sur la maîtrise des sommes colossales que permettrait une nouvelle politique du crédit,

sur la nécessité d'une refonte en profondeur de la fiscalité dans notre pays, du besoin d'une politique nouvelle dans le domaine de l'industrie, du désengagement par rapport à l'argent. Rien encore sur les questions européennes, par la remise en cause des traités existants, pour rompre avec ses dérives libérales, un manque criant sur les institutions françaises et le besoin d'une VIème République.

L'une des questions posées par le scrutin de la présidentielle réside bien dans le choix de société que nous voulons pour demain. Où nous acceptons la politique libérale vécue ces dernières décennies, où nous marquons une rupture avec le libéralisme. La situation demeure préoccupante. Il faut avoir le courage et ne pas avoir peur de la vérité pour y arriver.

De vous à moi...

Quand on parle cinéma, on dit que c'est le 7ème Art. Quand on dit « Il fait du cinéma », on parle par exemple du petit prince de la place Beauvau. C'est en effet la deuxième citation qui me vient à l'esprit quand je vois sur mon petit écran notre ministre de l'intérieur, de surcroît candidat successeur au trône suprême, tendre la main à ces braves travailleurs au gré de ses médiatiques visites dans les entreprises. Il ne connaît pas les entreprises me dites vous ? Alors là vous exagérez, son frère lui en a parlé pensez-vous, il est parmi l'élite du MEDEF, et puis, il a du lire quelques livres...

La preuve est donc faite, notre ministre candidat connaît le monde du travail, il fréquente les travailleurs, je l'ai vu au 20 heures, il leur parle de leurs conditions de vie et de travail, le journaliste l'a dit dans son commentaire... Tout est donc aux petits oignons... Sauf peut-être cette question pour laquelle je n'ai trouvé de réponse.

Comment fait-il, notre ministre candidat pour donner le sourire à ces braves travailleurs quand il leur dit « votre retraite, au revoir, c'est du passé » ou encore « Vous voulez gagner plus, et bien il faut travailler encore plus » ou pour conclure « Votre emploi, ce n'est pas un droit, regardez autour de vous tous ceux qui souffrent parce qu'il n'en ont pas ».

Et bien là, j'ai tout compris au cinéma : il faut d'abord être bon acteur pour jouer de tels rôles, mais bien entendu, si il y a un doute, il y a toujours la possibilité de faire appel aux magiques techniques du trucage... Et là, on croit que c'est vrai...

Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Un Huma-Café pour les 50 ans des Nouvelles

Le 16 mars, un Huma-Café ayant pour thème les 50 ans des Nouvelles de Loire-Atlantique, se tiendra au salon de musique du Lieu Unique à Nantes.

La Société des amis et la société des lectrices et lecteurs de l'Humanité invite dès à présent et largement à ce nouvel Huma-Café co-organisé avec la Fédération départementale du Parti Communiste Français.

«1957-2007, 50 ans de publication des Nouvelles de Loire-Atlantique», tel sera le thème de cette initiative qui se déroulera le vendredi 16 mars à 18h30 au salon de musique au Lieu Unique à Nantes.

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF, dans un effort de classement et de mise à disposition de ses archives pour consultation aux historiens et chercheurs, a rassemblé une collection quasi complète du journal depuis sa création en 1957, époque où il a pris la suite de Ouest-Matin.

A travers un choix de « Unes » historiques du journal, une vidéo projection présentera, selon les termes de l'invitation « Quelques rendez-vous avec l'histoire de la Fédération 44 du PCF ». Un débat suivra, avec la participation d'historiens, de militants et de rédacteurs du journal à diverses périodes de son histoire depuis 50 ans.

Cette initiative est la première d'une série au cours de cette année 2007 qui marquera le cinquantième anniversaire du journal de la Fédération.

Airbus : Quand l'enjeu financier prend le dessus

Les restructurations industrielles se feront sur le dos des salariés

Alors que les photos du premier vol du gros porteur A 380 sont encore dans toutes les têtes, ses essais en vol largement médiatisés montraient une aéronautique européenne sans turbulence, aujourd'hui c'est l'incertitude, l'attente, la peur pour l'avenir de l'avionneur européen qui annonce des mesures drastiques de restructuration.

Comment en sommes-nous arrivés là ? On a parlé au début de « l'affaire » de problèmes technologiques électriques, puis rapidement de la qualité du travail dans certaines unités de production pour en venir maintenant aux questions financières. Il faudrait, à écouter le patron d'Airbus, Louis GALLOIS, réduire les coûts de 5 milliards d'euros d'ici à 2010 et ensuite de 2 milliards par an. Alors que le carnet de com-



mande n'a jamais été aussi garni, l'avionneur européen parle, entre autres, de graves conséquences sur l'emploi, la possibilité de fermetures de site, des répercussions sévères sur la sous-traitance.

Dans une conférence de presse tenue récemment à Saint-Nazaire, Christian SAULNIER ancien administrateur CGT et président du groupe communiste à la mai-

rie de Saint-Nazaire demandait « de qui se moque-t-on ? » Rien ne semble plus fonctionner alors que Airbus a consolidé tous ses fondamentaux en 2005 à savoir :

1 063 appareils commandés cette année, ce qui est un record historique.

Un chiffre d'affaires de 22 milliards d'euros en progression de 8 %.

Une création de cash de plus

de 2,2 milliards d'euros soit 10 % du chiffre d'affaires, ce qui a permis de verser des dividendes aux actionnaires en progression de 45 % par rapport à l'année précédente. Une rentabilité sur capitaux investis, supérieure à 28 %.

On peut légitimement comprendre l'inquiétude des 56 000 salariés d'Airbus, les plus de 5 600 employés dans les Pays de la Loire et notamment dans les sites de Nantes et de Saint-Nazaire qui ont très massivement, à plus de 90 %, répondu à l'appel à la grève, lancé par l'ensemble de leurs syndicats.

Une nouvelle fois ce dossier montre que la question des grandes entreprises, des politiques industrielles nationales et européennes, ne sont pas fonction de l'intérêt des nations et des peuples mais essentiellement des questions de l'argent, de la rentabilité, des dividendes des actionnaires. Une nouvelle fois, ces questions doivent être au cœur des enjeux électoraux de ces prochaines semaines.

Erika, un procès qui doit aller au-delà de la marée noire.

La justice revient 7 ans après le naufrage du navire au nom tristement célèbre, sur la catastrophe écologique qui a frappé en décembre 1999, les côtes atlantiques de notre pays.

Quatre mois de débats sont annoncés pour tenter de démêler les responsabilités de ce qui souilla 400 kilomètres de nos côtes, qui mazouta 150 000 oiseaux marins, et toucha plusieurs dizaines de communes pour un coût estimé à plus de un milliard d'euros de dégâts.

Dans cette affaire, le groupe Total n'a cessé de s'enliser, ne voulant jamais reconnaître ses responsabilités au risque de brouiller durablement son image de marque. Les politiques, et particulièrement l'Union Européenne, ont continué à éviter d'entériner malgré quelques mesures prises des

réglementations beaucoup plus sévères et contraignantes. Les questions liées aux pavillons de complaisances, aux équipages hétéroclites souvent mal formés et sous rémunérés, ont perduré.

La forte mobilisation soulevée à l'époque par cette catastrophe n'est pas obligatoirement retombée, elle a pris de nouvelles formes, mais dans les têtes ce sont les mêmes questions, les mêmes exigences qui demeurent pour que cela ne se reproduise pas.

Le procès ouvert à propos de la catastrophe de l'Erika permettra-t-il de répondre aux vraies questions ? Permettra-t-il d'empêcher que cela se reproduise ? C'est improbable. Mais souhaitons qu'il crée les conditions pour que la lumière soit faite sur les responsabilités du naufrage de l'Erika et pour que les règles de sécurité et les obligations du transport maritime soient ensuite renforcées.

1957-2007

50 années de publication des « Nouvelles de Loire Atlantique »



Autoroute de la mer

Le projet de création d'une autoroute de la mer entre Bilbao en Espagne et Montoir, avance si l'on en croit les récentes déclarations du Président du Conseil général de notre département qui vient de se rendre avec une délégation de l'association communautaire de l'estuaire de la Loire au siège du gouvernement régional du Pays basque. Rappelons que le projet prévoit de transporter 150 000 à 300 000 remorques de camions au moyen de six navires qui assureraient la navette entre l'Espagne et l'estuaire de la Loire, journalièrement.

Une avancée certaine pour diminuer la pollution due au trafic des poids lourds, et une obligation de donner par Donges Est les moyens au Port Autonome de Nantes/Saint-Nazaire, les moyens de son activité.

Délocalisation

Conséquences de la loi Fillon, les IUFM doivent connaître dans les prochaines semaines, des modifications structurelles sur notre région. En effet, ces établissements qui forment des professeurs, doivent être rattachés maintenant à des universités.

Là où le bât blesse, c'est qu'il y a sur notre région, plusieurs centres universitaires.

Le recteur n'a donc pas trouvé mieux que de mettre en concurrence les universités de Nantes où se trouvent jusqu'à présents les services de l'IUFM, celle d'Angers et celle du Mans.

Résultat, ces services qui ne comptent pas moins de 36 agents, risquent de se retrouver au Mans d'où la colère des personnels et de leurs syndicats unanimes.

Verdict le 26 février, en attendant les personnels formateurs et administratifs appellent déjà à un rassemblement le jour de la réponse du recteur.

Notre zoom : Services Publics

EN BREF

Inutiles?

Selon Renaud DUTREIL « les retraités de la fonction publique ne rendent plus service à la nation. Ces gens là sont inutiles mais continuent de peser très lourdement ». Utile au MEDEF, ce qui est sûr c'est que l'UMP est un véritable danger pour nos services publics

La bourse ou l'emploi

C'est le chantage auquel se livre BAYROU qui oppose les embauches dans la fonction publique et l'augmentation du pouvoir d'achat des fonctionnaires tout en leur demandant un « effort de productivité de 2% ». BAYROU « veut bien payer de l'impôt pour que cela rapporte à la société » mais pas « payer de l'impôt au profit de ceux qui collectent l'impôt ». Les personnels des impôts et du trésor apprécieront!

Le prix du courage

Quand Jean-Marie LE PEN loue les mérites des fonctionnaires « dignes » et « courageux », c'est pour mieux casser la fonction publique par une « réduction du nombre des agents publics ». Et d'y ajouter son inévitable condition de nationalité... « pour garantir la loyauté de l'agent public ». A ce prix là, c'est plus que du courage qu'il faudra pour devenir fonctionnaire.

Il est arrivé !

Le projet de la candidate socialiste bien sûr, mais sur la question des services publics, on reste sur sa faim : « **Reformer l'État: un euro dépensé doit être un euro utile. Une décentralisation aboutie. Des services publics de qualité présents sur tout le territoire et accessibles par internet. La généralisation des logiciels libres dans l'administration** ». Même s'il contient des propositions sur la petite enfance, l'école ou d'un « **financement pérenne de l'Hôpital public** » c'est un peu court. Cela montre en tout cas la nécessité d'ouvrir le débat à gauche et de mener les batailles nécessaires au développement des services publics.

Les fonctionnaires imposent les services publics dans la campagne



Cheminots, postiers, personnels hospitaliers, fonctionnaires territoriaux, personnels de l'éducation nationale... La grève dans la fonction publique a été un succès. Ils étaient venus principalement pour obtenir une revalorisation du point d'indice mais aussi pour la défense des services publics. Et pour cause, les

syndicats estiment que depuis 6 ans, le pouvoir d'achat dans la fonction publique a baissé de 5,2%. Selon le rapport le plus récent (2003), la précarité toucherait plus de 21% des salariés du public par le recours massif aux contrats aidés, aux vacataires, auxiliaires, contractuels et intérimaires, soit 8% de plus

que dans le privé. Alors, privilégiés les fonctionnaires ? C'est ce que veulent nous faire croire les candidats de la droite et du centre. Pour eux, la saignée de l'emploi public et la chasse aux régimes spéciaux deviennent une priorité, leur choix est fait : « **Les services publics coûtent trop cher !** ». Pire, ils deviennent la principale source d'économie pour prétendre à désendetter les finances publiques. Ces solutions libérales, encouragées par les directives européennes se heurtent pourtant à un profond mécontentement. Depuis 5 ans, l'opposition se fait de plus en plus dure entre les citoyens et usagers et le pouvoir de droite pour défendre ici un hôpital, là un bureau de poste, ou encore pour protester contre la fusion GDF/Suez. C'est là le malheur de la droite : Les services publics sont utiles, ils peuvent garantir l'égalité d'accès à l'eau, à l'énergie, aux

soins, à la sécurité, aux services de communications... De l'aveu même de Renaud DUTREIL, ancien ministre UMP de la fonction publique, le problème avec les services publics « **c'est que les gens en sont contents/.../ Alors, il faut tenir un discours, expliquer que nous sommes à deux doigts d'une crise majeure.** ». Et si la crise majeure consistait en l'affaiblissement continu des services publics sur l'ensemble du territoire ? A gauche, les engagements de la candidate socialiste demeurent timides alors que les besoins se font de plus en plus criants dans les quartiers populaires ou le monde rural. C'est parce que des services publics renforcés sont nécessaires à un développement équitable des territoires et à l'égalité d'accès aux services que Marie George BUFFET propose la création de grands pôles publics et une réforme de la fiscalité pour les financer.

M.G. BUFFET : 5 batailles à engager immédiatement

- **Revenir sur les privatisations** au premier rang desquelles figurent France Télécom et Air France ; renationaliser EDF/GDF ; stopper la privatisation des ports et de la SNCF ; empêcher la mise en pièces de la SNCF.
- **Développer des pôles publics d'impulsion et de coopération** dans des secteurs aujourd'hui malades de la financiarisation, comme l'eau et le traitement des déchets ou le médicament.
- **Rénover le service public** en accordant

des droits nouveaux aux agents, aux usagers, à leurs associations, leurs élus...

- **Recruter les agents publics** de l'État, des collectivités locales, des entreprises publiques, en nombre suffisant pour faire face aux départs à la retraite et aux besoins.

- **Créer des services publics européens** à partir des acquis et de l'histoire de chaque peuple, notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la communication...

Elle témoigne...



Marie Béatrice TAUNAY
CHU Nantes

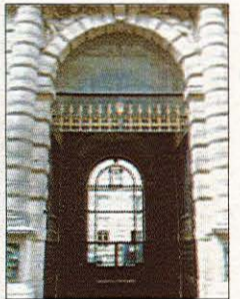
Aujourd'hui le ministre présente le plan « Hôpital 2012 » à grand renfort de promesses. Les plans successifs, élaborés par des technocrates visent-ils à améliorer la prise en charge des patients et à apporter de meilleures conditions de travail aux salariés ? Les progrès de la médecine, des techniques permettent dans l'absolu d'apporter une prestation de qualité au malade, mais faute d'effectifs suffisants, les agents hospitaliers passent leur temps à courir, à faire des soins techniques, à accumuler les tâches administratives. Souvent ils se sentent frustrés, car il manque l'essentiel : du temps à passer avec le malade, lui parler, l'aider à franchir cette étape difficile qu'est une hospitalisation. On entend encore parler d'humanisation des hôpitaux, mais on met immédiatement dans la balance les restrictions budgétaires. Financièrement les hôpitaux publics sont au bord du gouffre. La solution « miracle » : la Tarification à

est de mettre en concurrence le public et le privé. C'est irréalisable et inadmissible. Les activités les plus lucratives (chirurgie, naissance) « partent » vers les cliniques. Et que dire du choix laissé aux citoyens ? A Nantes, la direction du CHU l'a clairement dit : à certaines périodes, les femmes enceintes seront dirigées arbitrairement vers des cliniques. De plus en plus, on s'éloigne des missions de l'hôpital public, de recevoir tous les usagers. Les salariés sont épuisés, mais par conscience professionnelle, ils continuent à donner de leur personne pour que leurs concitoyens soient bien soignés. Combien de temps cela pourra-t-il durer ? Pour bien soigner, il faut que le personnel se sente bien, or à ce jour, nous constatons au quotidien la grande souffrance des hospitaliers !

Actu Flash...

La cour des comptes tacle le gouvernement... et les services publics

« La dette publique a connu une progression particulièrement marquée de 2002 à 2005 ». C'est ce qu'explique le rapport annuel de la cour des comptes précisant dans un précédent rapport que la cession d'actifs publics, constitue un « camouflage des déficits publics ». Et l'institution libérale de s'en prendre aux services publics: Les urgences hospitalières, les régimes spéciaux de retraite, les aides au logement et la sécurité sociale sont pointés du doigt... Le constat est en tous cas, posé : la question de la fiscalité et des budgets publics devient le cœur de tout projet politique. Soit l'on va plus avant dans la politique de la droite qui dilapide le patrimoine public pour faire des cadeaux au patronat et aux contribuables les plus aisés, soit il faut engager d'urgence une vaste réforme de la fiscalité pour dégager des moyens nouveaux et faire face aux besoins, notamment grâce à des services publics renforcés. C'est ce que propose Marie George BUFFET, seule candidate à faire des propositions concrètes pour une réforme fiscale de justice sociale.



Retraites : un vrai débat de société

La question brûlante des retraites revient. Le débat fut confisqué en 2003 par cette droite qui passa en force comme à chacun de ces mauvais coups. Pour les centaines de milliers de salariés d'alors, les millions, toutes générations confondues, dans les mobilisations sociales qui se sont succédées jusqu'au CPE ; les semaines qui nous séparent du 22 avril 2007 doivent être l'occasion de le rouvrir.

Le Conseil d'orientation des retraites, à sa manière, souligne tous les dangers de la loi Fillon dénoncés à l'époque. Loin de permettre « un retour à l'équilibre » à terme, elle a bien constitué une machine de guerre contre le droit à la retraite, d'abaissement du coût du travail et de généralisation de l'insécurité sociale. Et il faudrait maintenant aller plus loin, en étendant sa logique aux « régimes spéciaux ». Ces régimes découlent de l'histoire notamment pour tenir compte des contraintes et des conditions de travail dans les

services publics. Ils ont aussi servi de référence pour obtenir le droit à la retraite solidaire pour tous, concrétisé à la Libération en 1945. Ils constituent encore aujourd'hui des repères positifs et d'importants pôles de résistance. Les salariés relevant de ces régimes représentent aujourd'hui 4,6% de l'ensemble et seront 1,5% dans 10 ans. A qui fera-t-on croire qu'en arasant leurs retraites, on règlera le problème du financement des 98,5 restants ? Ces attaques s'amplifient à un moment où les privatisations et les démantèlements des services publics sont à l'ordre du jour. La rentabilité financière est sensée devenir la norme pour satisfaire l'appétit des actionnaires au détriment des usagers et des salariés. Elles

préparent l'échéance de 2008 étape programmée par la loi Fillon pour réduire à nouveau le régime général : retraite à 65 ou 67 ans, et recul du niveau des pensions pour tout le monde ! L'allongement de la durée de la vie, l'augmentation du nombre des retraités, ne sont que des prétextes pour porter ses coups. Les retraites coûtent trop cher pour la rentabilité du capital qui ne trouve son compte que dans une « concurrence libre et non faussée ».



Une autre politique à gauche avec M.G BUFFET

La loi Fillon et les décrets Balladur-Veil de 1993 doivent être abrogés, pour rétablir un droit à la retraite à 60 ans à taux plein, avec 37,5 années de cotisations, et développer le système de retraite par répartition. Le montant de la pension doit être garanti à 75% du salaire brut moyen des dix meilleures années pour les salariés du privé. Une nouvelle réforme doit être mise en chantier, permettant notamment la retraite à 55 ans pour les travaux pénibles et insalubres, l'amélioration concrète et spécifique du droit à la retraite pour les femmes et les salariés aux carrières longues, la validation des périodes de formation au-delà de l'âge de la scolarité obligatoire.



Le pouvoir d'achat des retraites doit être revalorisé et réindexé sur l'évolution des salaires bruts, la revalorisation

des retraites agricoles doit être poursuivie, le taux de la pension de réversion des régimes de base fixé dans un premier temps à 60%.

Le financement de ces mesures peut être assuré par une nouvelle politique d'emplois et une mise à contribution des revenus financiers du capital, notamment des entreprises, au même taux que les salaires.

« On ne résoudra pas la question des retraites en augmentant la durée du travail, comme le propose la droite, ou par la CSG, mais par l'emploi ; et l'augmentation des salaires. » affirme M.G BUFFET. Au besoin d'égalité de traitement pour les retraites, lancé par SARKOZY, BAYROU et même ROYAL, elle répond « Chiche ». « Le vrai scandale des régimes spéciaux, ce sont ceux qui sont accordés aux plus grandes entreprises qui au contraire des PME paient peu d'impôt ».

Confrontation :

Le MEDEF est pour la réforme des régimes spéciaux, « l'amplification » de la réforme Fillon de 2003, avec l'instauration d'un régime « par points », la « participation » des retraités d'aujourd'hui à l'effort nécessaire et « l'adaptation progressive » des taux de rendement des régimes complémentaires. Pour LE PEN : haro sur les fonctionnaires et vive les fonds de pension ! Dans l'intention de « mettre à égalité » les retraités du public et ceux du privé, SARKOZY veut revenir sur les régimes spéciaux pour dégager les recettes nécessaires et revaloriser les petites retraites. Il « promet » de maintenir le droit à la retraite à 60 ans et la durée du travail à 35 h par semaine. « Que ce soit un minimum, cela me va très bien. Ce que je n'accepte pas, c'est que cela soit aussi un maximum », dit-il. Pour S.ROYAL : « La loi Fillon a commis la faute majeure d'ignorer la négociation sociale ». Pas question de l'abroger, mais de « construire ensemble des

Que disent les autres candidats ?

solutions garantes d'un contrat juste et durable » ; en précisant que « nos régimes de retraite ne peuvent ignorer l'évolution démographique » et qu'il y a pour les régimes spéciaux « un chantier d'harmonisation à conduire dans le système de réforme des retraites ». Elle précise que « l'on ne peut réformer un sujet aussi difficile que les retraites en clouant au pilori un service public et les salariés ». Ouf ! Mais, dans la synthèse des débats participatifs, on retrouve des chapitres intitulés : « Harmoniser les régimes dans un souci de justice et moduler l'âge du départ à la retraite. Ce qui implique des aménagements au principe d'une retraite à 60 ans. » BAYROU, lui aussi parle de justice : « la question des retraites, n'est pas réglée : la réforme de 2003 a laissé les problèmes. Le pilier de la réforme à remettre en chantier sera la justice. Tous les Français doivent être traités à égalité ».

Alors, parlons justice !

EN BREF

Ces deux-là

Ils ont dans l'idée de soumettre la France à la mondialisation capitaliste. BAYROU résume ainsi son programme, qu'il cache soigneusement, à faire un pays « pro-entreprise », ce qui signifie dans son langage pro-MEDEF. Quant, à SARKOZY, il propose de supprimer un professeur sur deux, une infirmière sur deux, un policier sur deux.

Travailler plus

Quand SARKOZY le propose, parle-t-il aux plus de 4 millions de salariés à temps partiel à qui l'on interdit de travailler plus ? Parle-t-il à ces 4 millions et demi de chômeurs à qui ses amis interdisent de travailler, parce qu'ils ont fermé leurs usines, parce qu'ils les ont licenciés ?

Supercherie

L'hymne aux travailleurs entonné depuis plusieurs jours par SARKOZY met, Marie George BUFFET, hors d'elle. Énumérant toutes les entreprises menacées dont elle est allée soutenir les salariés, aux quatre coins du pays, elle interroge : « Qui défend ces entreprises ? Qui défend le travail de ces ouvriers ? »

Immigration

« Au nom des parents d'élèves que j'ai rencontrés, du Réseau Éducation sans frontières, je m'engage à régulariser les hommes et les femmes qui aujourd'hui n'ont pas de papiers » : Marie George BUFFET. • Ségolène ROYAL fustige « l'impuissance » du gouvernement et accuse SARKOZY de « tourner le dos aux valeurs d'accueil et de tolérance de notre société ». Mais réaffirme son opposition à une régularisation massive et préconise un examen sur « critères ». • SARKOZY réaffirme son opposition à toute régularisation massive. « Pour mon pays, je refuse les effets d'appel d'air » • LE PEN ne veut pas « chasser » les immigrants mais « encourager certains à rentrer chez eux »

Pas raciste

LE PEN l'affirme, tout en avertissant contre le risque de « submersion » de la population française par l'immigration.



LES LUTTES

Inquiétudes

Les 650 salariés du centre de développement d'Orvault refusent les 12500 suppressions d'emplois annoncés dans le groupe Alcatel-Lucent au niveau mondial.

Colère

90% des salariés nantais et nazairiens d'Airbus ont exprimé leur colère contre le plan drastique d'économies Power 8.

Travailler plus ?

La direction d'Optima projette de faire travailler les correspondants de nuit dans certains quartiers de Nantes et d'Orvault 19,32 nuits par mois au lieu de 18 sans compensation salariale. Ils sont dans l'action.

Ras-le-bol

Plus de 4000 fonctionnaires l'ont exprimé le 8 février.

Logement

Selon les bailleurs sociaux, les 67 000 locataires du parc HLM de Loire-Atlantique sont de plus en plus pauvres. D'où la forte hausse constatée des aides sociales dans le cadre du Fonds de Solidarité pour le Logement.

Portugal

Les Portugais ont choisi, ils ont choisi le droit des femmes à disposer de leur corps.

Proximité

Les maisons de la Sécurité sociale ferment les unes après les autres : après Rezé... La Chapelle sur Erdre... voilà Orvault.

Evènements, culture, idées.

Les fondamentaux de l'élection présidentielle 2—Les partis politiques sont-ils disqualifiés ?

En présentant sa candidature, José Bové déclarait : « **Je ne suis pas le candidat d'un parti. Je ne suis pas un professionnel de la politique.** » Le lendemain, il tirait de sa non-appartenance à un parti la légitimité de sa candidature et un atout pour rassembler. Mais la plupart des candidats sont issus de partis et ont été désignés par eux et tous les candidats à l'élection présidentielle ne cherchent pas à s'en démarquer. Nicolas Sarkozy prétend cependant : « **Je ne suis pas le candidat d'un système.** » Est-ce que cela signifie que les partis politiques seraient disqualifiés pour gouverner le pays ?

La plupart des candidats à l'élection présidentielle ont commencé par recueillir les suffrages de leur parti. C'est vrai pour N.Sarkozy, S.Royal, F.Bayrou, D.Voinet, O.Besancenot et M-G. Buffet. Et certains ont même mené une véritable campagne pour obtenir ce soutien. Et ceux qui se présentent comme fédérateurs hors parti, comme José Bové, fédèrent aussi des minorités de partis (minorité des Verts, de la LCR, du PCF...) dont ils ne négligent pas l'apport. Mais les candidats cherchent aussi à élargir leur base au-delà des partis. Quand Sarkozy se dit « hors système », il flatte l'électorat de droite qui n'est en général pas très favorable aux partis. C'est dans ce cas un

double langage. Mais il peut y avoir d'autres raisons : par exemple affirmer une certaine marge de liberté par rapport à son parti, ce qui peut s'admettre dans une élection au caractère très personnalisé. La démarche de M-G. Buffet est encore différente : si elle ne cache pas son appartenance au PCF,



elle peut se réclamer aussi d'une légitimité conquise à la base dans les collectifs unitaires. L'élection présidentielle étant une élection politique et il n'y a rien d'anormal à ce que les partis y jouent un rôle prépondérant. Qu'ils désignent les candidats. C'est dans ces partis qu'ils se sont fait connaître, qu'ils ont été testés et éprouvés. C'est une garantie de sérieux qui peut prémunir des emballements passagers de l'opinion sur une personnalité médiatique ou charismatique. Les partis ont plusieurs spécificités qui rendent leur rôle indispensable. La première, c'est qu'ils

doivent être à même d'apporter des réponses cohérentes à l'ensemble des problèmes qui se posent à un moment donné à une nation. Deuxièmement, ces formations travaillent à tous les niveaux de responsabilité, local, communal, départemental, régional, national, européen, mondial. Et ils

devra s'appuyer sur une majorité parlementaire qui lui sera fournie par des partis. Il y a sûrement beaucoup de chose à changer dans les partis pour que les gens s'y reconnaissent. Mais ce qui a fait du mal, ce sont surtout les politiques qui ont été menées et qui n'ont pas répondu aux attentes. Les partis ne sont pas parfaits, faut-il pour autant les remplacer et par quoi ? Des lobbies, des groupes de pression, des comités plus ou moins occultes ? Ou bien des mouvements aux structures plus lâches ? Mais est-ce que le fonctionnement de tels mouvements donne plus de garantie démocratique ou d'efficacité que celui des partis, avec leurs règles, leurs congrès.

S'il s'agit de critiquer les défauts des partis, de tel ou tel d'entre eux, c'est totalement légitime. Mais il est dangereux de cultiver, comme on le fait si souvent, le dédain systématique vis-à-vis des partis et le dégoût de la politique. Quant aux « appareils » de ces partis, ils ont pour certains de l'importance, mais dans l'ensemble, ils ne sont pas tellement forts. Les partis sont en France suffisamment nombreux pour que chacun puisse y trouver une sensibilité qui corresponde à la sienne.

assurent leurs tâches de façon continue dans le temps, avec un suivi politique, et non l'espace d'une élection. La Constitution reconnaît ce rôle aux partis (article 4, « **ils concourent à l'expression du suffrage...** »). Pour l'élection présidentielle, l'obligation des 500 parrainages rend plus facile à un parti implanté dans tout le pays de se présenter. C'est d'ailleurs le résultat d'efforts de longue durée, méritoires. Une campagne demande de l'argent, de la militance, que les partis sont mieux à même de fournir. Il faut enfin se rappeler que le président, pour gouverner,

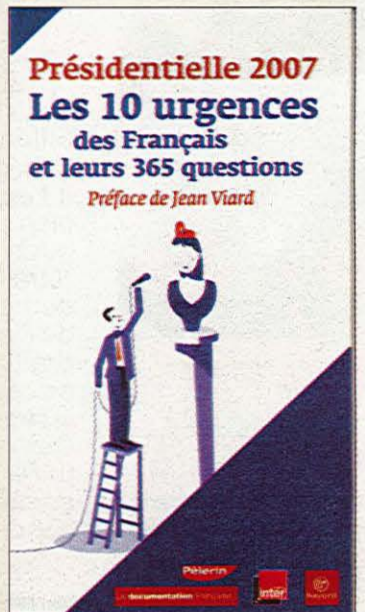
**R.Huard, historien.
Tribune libre
dans l'Humanité**

Lire

Présidentielle 2007 : les 10 urgences des Français

La Documentation Française

Depuis mai 2006, trois grands médias français : le magazine Pèlerin, radio France (France Inter et France Info) ont demandé aux Français de sélectionner les dix urgences de la campagne présidentielle 2007. Les dix thèmes retenus par les Français sont l'emploi, la retraite, les inégalités sociales, l'endettement de l'état, l'environnement, la sécurité, le logement, l'enseignement, la justice et la santé. Pour chaque priorité, les questions des électeurs précises, incontournables, dérangeantes. Les experts de « la Documentation française » et les journalistes des médias concernés ont rédigé pour chacune des 10 urgences retenues par les Français un bref dossier clair et sans concession. Etat des lieux, enjeux dans les prochaines années, choix à opérer... A la fin de chaque dossier figure un choix des questions que posent les Français aux candidats/tes. Comment améliorer l'emploi sans manipuler de chiffres ? Que ferez-vous pour réduire la dette ? Êtes-vous pour le « tout sécuritaire » ? Comment vivre dans une société où les droits élémentaires sont devenus des privilèges ? N'est-il pas temps de réhabiliter la sélection dans notre système éducatif ? Comment comptez-vous éviter l'émergence d'une médecine à deux vitesses ? Comment redonner confiance en la justice ? Que ferez-vous pour sauver la planète ?... Ce petit livre constitue une sorte de 'livre blanc' à l'adresse des candidats et est surtout utile pour chaque citoyen appelé à voter en conscience. Ce livre a été adressé à tous les candidats et, de janvier à mai 2007, fera l'objet d'émissions politiques spéciales sur les chaînes de Radio France et dans l'hebdomadaire Pèlerin. Il est un outil indispensable pour se forger son opinion et participer en connaissance de cause au débat électoral.



Ed. Bayard Centurion, Collection « ESSAIS », 12 euros, 269 pages, janvier 2007.

Voir



Lettres d'Iwo Jima

Clint Eastwood relève à 76 ans un nouveau défi en réalisant un dyp-tique sur la bataille d'Iwo Jima à la fin

de la Seconde Guerre Mondiale, vue ici du côté japonais, qui a fait près de 7.000 morts américains et 18.000 japonais. Plus tard, des centaines de lettres furent extraites de cette terre aride, donnant un nom, un visage, une voix à ces hommes ainsi qu'à leur extraordinaire commandant, le général Kuribayashi, incarné à l'écran par le grand acteur Ken Watanabe. C. Eastwood réalise un beau plaidoyer pacifiste, en alternant chronique intime et scènes de combats traitées avec sobriété, dénuées de tout caractère héroïque. Ce film a obtenu quatre nominations aux Oscars 2007.

Sortie en France le 21 Février 2007.

Médias

Un Appel des journalistes de l'audiovisuel public

« Après les premières semaines de campagne et malgré le rappel à l'ordre du CSA, les temps de parole ne sont toujours pas équilibrés entre les différents candidats, la bipolarisation est encore trop présente. Tous les candidats, quelle que soit leur renommée et leur importance, doivent être traités à égalité. Journalistes de l'audiovisuel public, nous ne voulons pas que le fossé se creuse encore un peu plus

entre nous et les citoyens qui nous financent au travers de la redevance. Les radios et télévisions du service public sont les leurs. Nos émissions et reportages doivent répondre à leurs attentes, à leurs préoccupations, quelles que soient leurs appartenances politiques. Nous devons leur permettre de se prononcer au 1er tour en ayant toute connaissance des programmes des différents candidats.



Nous ne pouvons cautionner la dérive populiste qui consisterait seulement à donner la parole à des panels de citoyens interpellant directement les candidats, les journalistes étant cantonnés dans le rôle de M. Loyal porteurs de micros et ne pouvant exercer leur droit de suite sur les propos tenus par les différents candidats. Nous ne pouvons nous satisfaire d'émissions d'info-communication où un seul candidat est invité pour

parler de ses propositions au prétexte que les « grands candidats » refuseraient tous débats contradictoires. Nous réclamons, comme la majorité des citoyens, des débats entre les différents candidats, non seulement entre ceux de droite et ceux de gauche, mais aussi internes à la gauche et à la droite. Les projets de société doivent être confrontés pour que les citoyens se forment leur opinion. Ce n'est qu'à ces conditions que nous remplirons nos missions de service public, pilier essentiel de la démocratie » Cet appel-pétition peut-être signé sur le site : <http://bellaciao.org/>

près de vous

ANECR

Une responsabilité particulière des élus jusqu'au 22 avril



L'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains a tenu, le 7 février, un Conseil national consacré à la situation politique et au rôle particulier des élus durant la période. L'Association départementale était représentée par Marc JUSTY et Michel LUCAS. Nombre d'intervenants ont souligné la nécessité d'être plus que jamais présents dans les luttes qui se développent. La candidature « **gauche populaire et antilibérale** » de Marie-George BUFFET est apparue comme le point d'appui incontournable pour les valeurs que nous défendons, les urgences économiques et sociales que nous préconisons, la politique nationale que nous réclamons en faveur des collectivités locales. Les 148 élus communistes et républicains de notre département ont ainsi les moyens de s'engager dans la création de larges comités de soutien, de s'exprimer publiquement à titre individuel ou collectif et de solliciter les élus progressistes de leur entourage. A l'initiative de l'ANECR, une rencontre nationale avec Marie-George BUFFET aura lieu le mercredi 14 mars à Paris.

Arrêtés anti expulsions Jean Louis LE CORRE persiste et signe

Le Collectif anti-libéral de Trignac, présent en nombre lors du Conseil municipal du 9 février, est venu apporter son soutien au Maire qui, approuvé par l'Assemblée municipale (moins les quatre abstentions des élus de droite), a pris de nouveaux arrêtés pour interdire les expulsions, les coupures d'eau et d'électricité dans la commune. Jean Louis Le CORRE a lancé un appel aux maires du département pour qu'ils fassent de même et que leur action permette de faire changer la loi.



L'activité

■ Etats généraux du logement

Mobilisation le 10 mars

Samedi 3 février, Claude CONSTANT participait aux troisièmes états généraux du logement et de la ville, à Bobigny. Pour l'élu du Conseil d'administration de Nantes Habitat quelques idées fortes ont émergées de cette rencontre. D'abord l'affirmation que « **la question du financement du logement social ne peut être classée uniquement dans une colonne « dépenses ».** Le logement rapporte à la collectivité : il y a un bénéfice social à ce que les gens soient bien logés et il y a, bien sûr, un bénéfice économique pour le secteur du BTP ». Qui dit « **service public du logement et de l'habitat** » dit « **financements publics dignes de ce nom** » ajoute Claude qui demande « **un retour des aides à la pierre à hauteur de 20% du coût du logement** ». Ces aides viendraient s'ajouter aux contributions possibles des collectivités territoriales, au 1% logement... Tous les participants y ont insisté longuement : « **Il est temps de limiter à 20% la dépense logement des familles, charges comprises. Il est temps de construire 120 000 logements publics par an avec une priorité à l'accès des jeunes. Il est urgent de construire 50 000 chambres universitaires sur trois ans (et non sur dix comme annoncé par le gouvernement)** ». C'est dans cet esprit que les communistes proposent la construction d'un service public national, décentralisé du logement et de l'habitat « **qui romprait avec la logique marchande, repenserait les mécanismes de financement, mobiliserait les ressources de l'épargne populaire du livret A (menacé par les directives européennes), s'attaquerait à la spéculation immobilière...** » Un appel à la mobilisation a été lancé pour le 10 mars, date symbolique située à quelques jours de la reprise légale des expulsions. Le même jour auront lieu les états généraux des services publics, à l'initiative des collectifs de défense et de développement des services publics.

Airbus

2357 avions commandés



Mardi 6 février, les salariés d'Airbus débrayaient massivement et manifestaient contre Power 8, le plan de restructuration annoncé par Louis GALLOIS. Mercredi 7, Christian SAULNIER qui « **a travaillé vingt ans dans la boîte** » et qui y a exercé des responsabilités syndicales, donnait une conférence de presse. Le lendemain, il dialoguait avec les salariés de Saint-Nazaire et distribuait le « **quatre pages** » édité par les sections du PCF. L'élu nazairien ne décolère pas : « **Alors que 2357 avions sont à construire, que les carnets de commandes sont pleins jusqu'en 2010, on parle de ne plus s'intéresser qu'aux activités qui font le cœur de l'entreprise. 60% de la production sont déjà sous traités. Peut-on aller plus loin sans s'attaquer au cœur du métier ?** » s'interroge Christian SAULNIER. Une fois encore, comme pour les Chantiers navals, comme pour Pielstick (devenu MAN), les exigences des actionnaires mettent l'entreprise en difficulté. « **Ils ont touché 500 millions d'euros de dividendes l'an passé, l'Etat versera jusqu'à 40% d'avances remboursables pour réaliser l'A 350, la Région a débloqué des fonds importants pour aider à réaliser un centre de recherche sur les matériaux composites à Nantes, notre communauté d'agglomération investit dans l'aménagement de la zone de Cadréan à Montoir, que leur faut il de plus ?** ». L'élu communiste demande que les Pouvoirs Publics prennent leurs responsabilités, « **contrôlent l'utilisation de ces fonds publics défendent et développent cette activité industrielle essentielle pour l'indépendance du pays et de l'Europe** ». Parce qu'ils veulent que les questions de l'industrie, des pouvoirs nouveaux des travailleurs dans les entreprises fassent irruption dans la campagne des élections présidentielles, les communistes organisent, mardi 27 février à Saint-Nazaire, un après midi de rencontre avec les salariés du bassin d'emploi. Yves DIMICOLI, économiste et des responsables nationaux du secteur entreprise du Parti Communiste Français dialogueront au cours d'une soirée débat à 20 heures, salon République. Cela permettra d'enrichir les propositions que Marie George BUFFET soumettra aux électeurs le 22 avril prochain.

Conseil général

Ne pas attendre pour régler les dettes de loyer

Le 7 février, au nom du Conseil général, Jean-Louis LE CORRE a signé avec les offices HLM et les entreprises sociales de l'habitat, un protocole d'accord qui fixe le cadre d'intervention des travailleurs sociaux et des bailleurs pour aider les locataires en difficulté et éviter les expulsions. En Loire-Atlantique, 900 foyers cumulent des retards supérieurs à 3500 euros. C'est pour trouver les moyens de résorber ces dettes, pouvoir agir, demain, sans attendre et éviter ainsi que d'autres familles « **victimes d'un accident de la vie** » se retrouvent dans cette situation que, dès 2005, « **à l'unanimité de notre Assemblée départementale, nous avons décidé de nous mobiliser** » précise le vice président délégué au droit au logement. Le protocole devrait permettre de résorber progressivement toutes les dettes locatives ce qui, souligne Jean-Louis LE CORRE, « **constitue un enjeu stratégique pour construire un droit au logement durable** ».

Pays de La Loire

L'eau et l'électricité : de l'or en barre !

Soulignant l'importance donnée à la protection de l'environnement dans le budget régional, Bernard BREUX est intervenu sur l'énergie et l'eau deux sujets qui font régulièrement la une de l'actualité. « **Les plus libéraux de ce pays, a souligné l'élu sarthois, et en particulier celles et ceux qui conduisent EDF et GDF vers la privatisation... feraient bien de prendre en compte les effets désastreux de leurs décisions** ». L'ouverture des marchés ne fait pas baisser les prix, mais au contraire, les fait flamber : + 40 à 50% pour l'électricité en marché ouvert. Les usagers font les frais de ces politiques libérales. L'autre point abordé fut celui de l'eau. L'élu s'est dit « **scandalisé** » par la campagne de publicité du groupe Cristalline, « **qui prélève 300 000 m³ dans une nappe souterraine du département de Loire-Atlantique** ». Mise en bouteille, la société « **revend cette eau, 32 fois plus chère que celle de la communauté d'agglomération** ! ».

Le tourisme social s'effondre

A l'occasion de la discussion du schéma régional de développement du tourisme et des loisirs, Pascale SOULARD a remarqué que si « **La France est la première destination touristique au monde... nous assistons à un fort recul de celles et ceux qui, dans notre pays, partent en vacances** ». Avec un Français sur deux qui renonce à partir c'est « **à l'effondrement du tourisme social que nous assistons** ». Le tourisme mérite une vraie politique globale, a-t-elle soutenu. Les choix budgétaires de ces dernières années vont à contre courant et mettent en difficulté les quelques 228 000 entreprises du secteur sur le territoire national. La Bourse Solidarité Vacances créée par Michèle DEMESSINE quand elle était Ministre, est à présent remis en cause. « **Si on prélevait 1% de la masse des recettes touristiques du pays (34 M d'euros) cela permettrait une multiplication par cinq du budget du ministère du tourisme** ».

**AUJOURD'HUI
ET DEMAIN**



**Tous avec
Marie-
George
BUFFET**

**le samedi
24 mars à
15h30 au
Zenith de
Nantes.**

**La candi-
date de la
gauche
populaire
et anti-
libérale
présen-
tera ses
proposi-
tions
«Pour une
autre poli-
tique à
gauche».**

■ QUELQUES PRÉCISIONS AU SUJET DE CANDIDATS « COMMUNISTES »

Sous le titre « **Communistes : deux candidats aux législatives** », Ouest France du 12 février informe ses lecteurs, en page départementale, des éventuels dépôts de candidatures en vue des élections législatives prochaines. Qu'en est-il exactement ?

En se déclarant candidats communistes, deux individus montent une véritable escroquerie intellectuelle ayant pour finalité de créer le doute et le trouble parmi les électeurs. Ils se réclament « **d'un nouveau parti communiste** » pour lequel, afin de faire une petite différence et mieux tromper les électeurs, ils mettent simplement un « S » à communiste.

Cette supercherie n'a bien évidemment rien à voir avec le Parti Communiste Français qui lui présentera des candidatures et candidats dans toutes les circonscriptions du département.

S'agissant de ces individus, ils tentent de porter atteinte d'une façon malhonnête au Parti Communiste Français et à ses candidats aux futures échéances législatives. La preuve, sur la totalité des circonscriptions que compte notre pays (577), ils ne présentent que 75 candidatures disent-ils (reste encore à le prouver) et comme par hasard 2 sur notre département là où précisément le Parti Communiste Français réalise ses meilleurs scores, dans la 3ème et 8ème circonscription.

Autre élément de réflexion sur ce genre de candidature, il aura fallu aller jusqu'à Blainville-sur-Orne pour que ces manipulateurs trouvent un candidat sur la circonscription de la région de Saint-Nazaire/Brière... Sans autre commentaire.

■ ALCATEL-LUCENT : 1500 EMPLOIS À LA TRAPPE

Issue de la fusion avec l'américain Lucent, le géant informatique vient de chiffrer les conséquences immédiates de la création du nouveau groupe : Ce sera 1 500 suppressions d'emplois en France, dont 218 pour l'antenne juridique d'Orvault.

Pourtant les choses ne vont pas si mal que cela. A vous de juger sur pièces.

C'est un revenu annuel de 18,5 milliards d'euros, une présence dans 130 pays employant 79 000 salariés. Problème suivant les dirigeants de l'entreprise, il faut faire 1,4 milliard d'euros de réduction des coûts donc, dans leur logique financière procéder à 1 500 suppressions d'emplois en France.



■ MICHEL PICAUD CONSEILLÈRE RÉGIONALE COMMUNISTE SALUE LA LUTTE GAGNANTE DES PERSONNELS DE PSYCHIATRIE

Devant la forte mobilisation des syndicats et associations du secteur de la psychiatrie, Mr SARKOZY a annoncé hier qu'il retirait tout le volet concernant la santé mentale.

C'est une grande victoire !

En effet, ce fameux volet « **santé mentale** » du gouvernement Villepin qui réforme les modalités d'hospitalisation d'office (H.O.) ne prévoyait rien de mieux que de mêler psychiatrie et loi sécuritaire, c'était faire un amalgame inacceptable entre délinquance et maladie mentale.

La maladie mentale n'a rien à faire dans le champ criminel et délictueux. Je félicite donc l'ensemble des personnels de la psychiatrie, du public, du privé, les ex-patients, les familles de patients, les directeurs d'établissements pour leur ténacité, leur unité dans la lutte qui a permis ce recul d'un gouvernement ultra sécuritaire.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication: Yannick CHENEAU

Commission paritaire: N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la

collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



■ NÉCROLOGIE

Jean MESTRIC : une plume, un communiste

Né le 9 juin 1922 à Montoir, Jean nous a quitté en ce début février 2007, au soir d'une vie marquée par le militantisme et sa passion pour le sport, le rugby sur lequel il écrivit tant de lignes de sa belle plume.

De son enfance à Trignac venait sans doute, son amour pour cette ville et sa culture de lutte, née de l'affrontement de classe dans cette aciérie qui fut la plus grande concentration ouvrière de l'Ouest.

Entré à 13 ans à l'école d'apprentissage des Chantiers, il milita très tôt au syndicat. Réfractaire au STO, il se réfugia à Malville.

Puis, ce fut la guerre froide, l'action contre la guerre d'Indochine et pour la libération d'Henri MARTIN. En octobre 1949 et jusqu'en 1956, il devient rédacteur à Ouest-Matin. Puis, après la « STILITE », il travailla à la SEMM-SOTRI-MEC, assuma les responsabilités syndicales et anima une cellule d'entreprise qui dépassa les 30 adhérents.

Il prit une large part dans les batailles politiques de Montoir en 1975 et 1977. Durant ces années et jusqu'à ses 80 printemps, il mit sa belle plume au service de la presse sportive locale et spécialisée pour parler de rugby, sa passion de toute une vie.

De nombreux militants syndicaux et communistes (élus notamment) étaient présents lors de ses obsèques.

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF, les Nouvelles de Loire-Atlantique présentent à sa famille, leurs condoléances.



Pour une autre façon de faire de la politique

« Marie-George n'est pas une bonne oratrice » ai-je entendu aujourd'hui pendant ma distribution de tracts à l'Université. Quand je distribue des tracts, je me demande si certaines personnes n'ont pas perdu de vue ce qu'est la politique et la façon d'en faire. Beaucoup préfèrent rester dans une sphère privée, regarder des informations bien léchées et le

jour venu mettre un bulletin dans une urne en se disant « on verra ». Faut-il attendre qu'un mouvement devienne un mouvement de masse pour s'engager et s'intéresser à la politique ? On se souvient du mouvement contre le CPE où l'on était des centaines de milliers dans la rue.

Mais maintenant que se passe-t-il ? Quand j'entends qu'on est un bon candidat quand on passe bien à la télévi-



Par Juliette BISSON

sion. Je me dis que là n'est pas la question. Marie-George n'est-elle pas une bonne oratrice ou est-elle ce qu'ils ne veulent pas voir ? C'est une femme qui privilégie les idées et les rencontres sur le terrain avant l'apparence

superficielle que lui proposent les médias. Ses propositions sont concrètes et répondent aux véritables attentes des jeunes. Comme par exemple, celles pour que les jeunes puissent poursuivre leurs études dans de bonnes conditions.

« En politique, ce ne sont pas les grandes envolées lyriques qui m'intéressent mais les réponses concrètes aux questions posées »

Ainsi le 2 février, j'ai pu la rencontrer non pas derrière un écran, ni devant une chaire de parole, mais assise simplement, en face de quelques jeunes pour un échange. Je lui ai posé une question sur ses propositions en matière d'aides aux étudiants. Ne bénéficiant moi-

même de pas toujours assez d'argent pour être autonome. Elle m'a répondu qu'elle proposait de

créer un statut de l'étudiant avec des allocations autonomes. Alors quand on me dit que Marie-George n'est pas une bonne oratrice, je réponds que les grandes envolées lyriques ne m'intéressent pas. Elle, elle n'a pas perdu de vue la vraie façon de faire de la politique. Celle où l'on garde son humanité et son humilité. Celle où l'on se déplace et rencontre pour donner des réponses sans faire d'effets de gestes. Une façon de faire de la politique que ses adversaires ont oubliée !